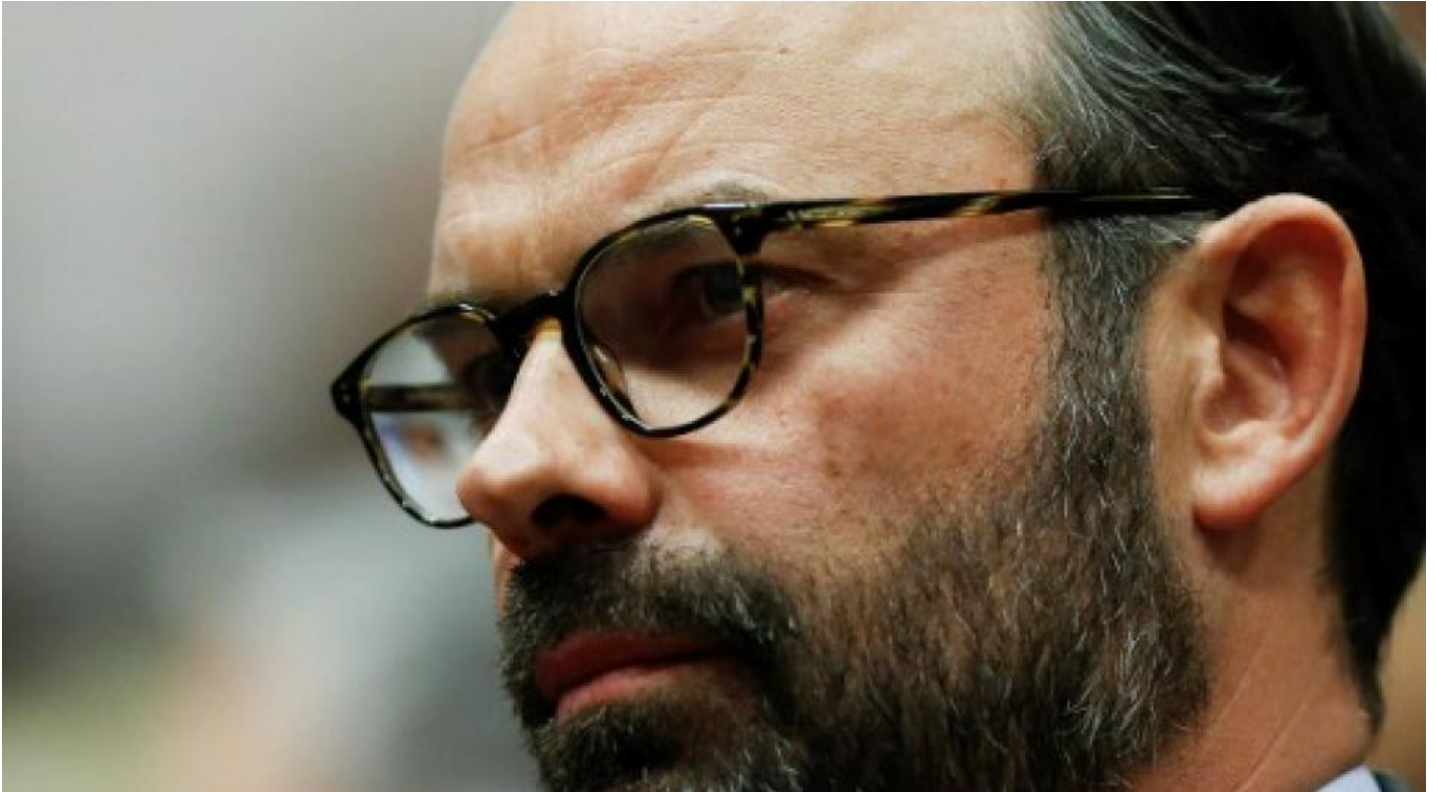


Gilets jaunes : l'Elysée redoute "une très grande violence" samedi



Face à l'incapacité du gouvernement à convaincre les gilets jaunes, ce dernier redoute la violence des manifestations de samedi.

A seulement deux jours des nouvelles manifestations à Paris et dans toute la France, l'exécutif s'échine toujours à convaincre que la « colère insaisissable et incontrôlable » a bien été comprise.

Sur les réseaux sociaux, des dizaines d'appels à la mobilisation à Paris, donnent pour la plupart rendez-vous sur les Champs-Élysées.

Eric Drouet, figure du mouvement a appelé à investir l'Elysée ce samedi. Un appel qui a été relayé lors du débat BFMTV de ce mercredi 5 décembre. « Ca ressemble à quoi ? A un putsch ce que vous voulez faire ? » a demandé Bruce Toussaint à l'intéressé. Ce à quoi le gilet jaune a répondu : « Non mais tous les gens veulent aller là-haut... C'est le symbole du gouvernement ».

Le palais présidentiel a déclaré mercredi soir craindre « une très grande violence » pour ce nouveau samedi de mobilisation après que le gouvernement ait fait un geste qu'il espère décisif en renonçant aux augmentations de taxes sur les carburants. Interrogé par Le Figaro, un proche du chef de l'Etat explique que « Le président a compris que cette notion de moratoire était considérée par les gens comme une demi-mesure, et il a considéré qu'on n'avait pas le droit de laisser entendre cela. Il fallait aller un cran plus loin. »

Ce jeudi, Edouard Philippe poursuit au Sénat un débat engagé à l'Assemblée Nationale pour défendre les mesures prises en urgence comme le gel de la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité ainsi que le renoncement du durcissement du contrôle technique automobile avant l'été.

Le Premier ministre juge également qu'un nouveau débat sur la réforme de l'Impôt sur la fortune (ISF) est nécessaire tandis qu'Emmanuel Macron refuse de le remettre en place.

A l'Assemblée Nationale, Edouard Philippe a expliqué que « Ce qui est en jeu, c'est la sécurité des Français et nos institutions ». Il prévient que « Tous les acteurs du débat public, responsables politiques, responsables syndicaux, éditorialistes et citoyens seront comptables de leurs déclarations dans les jours qui viennent ».